



Soitec à Bernin : le collectif StopMicro dénonce « *l'urbanisation illégale* » d'une parcelle agricole avec la « *complicité* » des élus



Joël Kermabon



30 septembre 2025

REPORTAGE – À l'appel du collectif StopMicro, près d'une trentaine de militants se sont retrouvés sur le parvis de l'espace Agora de Saint-mier, en marge du conseil communautaire de la Communauté de communes Le Grésivaudan (CCLG), lundi 29 septembre en fin d'après-

midi. Leur cible : le projet d'extension de la zone d'activité économique (ZAE) des Fontaines à Bernin, assimilé à un agrandissement masqué de Soitec. Mais aussi, plus largement, la politique d'aménagement du Grésivaudan, accusé de sacrifier terres agricoles et zones humides au profit des intérêts industriels.

« Ici, les industriels font ce qu'ils veulent », a lâché Nicolas, membre du collectif **StopMicro** accompagné d'un trentaine de militants rassemblés lundi 29 septembre 2025 en fin d'après-midi devant l'espace Agora de Saint-Ismier. Tous entendaient s'opposer à l'extension de **la ZAE des Fontaines**, à Bernin, considérée comme une menace pour dix hectares de terres agricoles, et plus largement à une politique d'aménagement accusée de sacrifier l'environnement au profit des intérêts industriels.

Affublés de masques à l'effigie d'Henri Baile, président de la **CCLG**, et de son vice-président à l'économie Jean-François Clappaz, qu'ils dépeignent comme « *d'affreux bétonneurs* », les militants ont donné le ton d'une action à la fois festive et déterminée.

En guise de provocation symbolique, une pelle, supposée en or, plantée dans un petit tas de ciment, était offerte aux élus qui commençaient à arriver pour participer au conseil communautaire de la CCLG, dans l'amphithéâtre de l'Agora.





Les militants de STopMicro ont symboliquement offert une pelle supposée en or plantée sur un tas de ciment aux élus de la CCLG. © Joël Kermabon – Place Gr'net

Au nombre des collectifs et associations environnementales venues soutenir StopMicro : [Grignon pour l'autonomie alimentaire](#), Grésivaudan nord environnement ([Grene](#)), [BernInformé](#), [Stop Lyon-Turin](#) ou encore [EELV Grésivaudan](#), tous contre la « *bétonisation* » et « *l'artificialisation [des sols, ndlr] d'un autre temps* ». Leur mot d'ordre commun : s'opposer à une politique d'aménagement jugée trop conciliante avec les grands groupes de la microélectronique.

Mais la contestation s'inscrit aussi dans une dynamique plus large : depuis deux ans, les mobilisations citoyennes se multiplient dans le Grésivaudan, où [STMicronelectronics](#) et [Soitec](#) occupent une place prépondérante. Pour StopMicro, c'est entendu : la vallée devient le terrain d'expérimentation d'une collusion public-privé « *que les citoyens ne veulent plus accepter* ».

« Ils font tout pour faciliter l'expansion de l'industrie microélectronique »

Au cœur des critiques : le projet d'extension de la ZAE des Fontaines, porté par la

CCLG. StopMicro dénonce un « *projet masqué d'agrandissement de Soitec* » qui menace dix hectares de **terres agricoles**. Mais le collectif ajoute un élément plus troublant : selon lui, l'entreprise se serait déjà agrandie illégalement, dès 2020.

En l'occurrence, via un parking de 5 000 m² aménagé sur une parcelle classée agricole, humide et inondable au plan local d'urbanisme (PLU), sans autorisation de la commune de Bernin. « *Nous avons vérifié : depuis cinq ans, Soitec l'utilise comme parking en dépit du droit* », affirme Nicolas. Alertée, la mairie aurait confirmé l'absence de toute autorisation.

De quoi nourrir des soupçons de convergences d'intérêts industriels et décisions locales. Ce d'autant qu'à l'époque, Claude Talon, un dirigeant de Soitec parti prenant dans l'extension, était aussi adjoint au maire de Bernin, en charge des finances et des travaux. Pour les opposants, c'est le signe manifeste que l'entreprise agit « *au mépris des règles* » avec, avancent-ils, « *la complicité tacite des autorités locales* ».



© Joël Kermabon – Place Gre'net

Au-delà de la parcelle litigieuse, c'est l'attitude des institutions que StopMicro met

vivement en cause. Pour le collectif, la commune et la CCLG ne pouvaient en effet ignorer l'urbanisation illégale. D'autant que les plans de l'extension de la ZAE ont été modifiés en avril 2025 : initialement incluse, la parcelle a ensuite été retirée, preuve selon les militants « *que des techniciens connaissaient la situation* ».

« *Les pouvoirs publics accompagnent, voire anticipent, les demandes des industriels, estime Nicolas. Quand ces derniers sortent du cadre légal, les autorités couvrent l'opération. Ils font tout pour faciliter l'expansion de l'industrie microélectronique* », affirme-t-il, désabusé.

Une contestation grandissante face aux projets industriels dans le Grésivaudan

Depuis trente ans, la microélectronique s'impose dans le Grésivaudan, « *quitte à enfreindre la loi, avec le soutien indéfectible des élus* », affirmaient les opposants dans un communiqué publié en amont du rassemblement.



Cette mobilisation devant l'Agora s'inscrivait aussi dans l'actualité immédiate du conseil communautaire : le même soir, les élus devaient acter le périmètre de ZAE de Grignon à Pontcharra. Le collectif Grignon, présent aux côtés de StopMicro, a plaidé pour un moratoire sur ce projet, renforçant le sentiment d'une contestation désormais transversale. De son côté, Jean-François Clappaz a défendu la position de la CCLG devant les micros des journalistes présents.

00:00

02:24

Au-delà du cas précis de Bernin, cette nouvelle mobilisation illustre une contestation grandissante face aux projets industriels dans le Grésivaudan. Pour StopMicro et les collectifs alliés, la lutte contre l'extension de Soitec s'inscrit en effet dans une bataille plus large pour la préservation des terres agricoles et des ressources en eau.





Un membre du collectif Grignon a plaidé la cause des cinq hectares de terres agricoles de Grignon lors d'une suspension de séance du conseil communautaire. © Joël Kermabon – Place Gre'net

En face, les élus communautaires défendent, quant à eux, une stratégie économique qu'ils jugent indispensable au maintien de l'emploi et de l'attractivité du territoire. En somme, deux visions difficilement conciliables qui devraient continuer à s'affronter, à l'approche de l'enquête publique sur l'agrandissement de la ZAE prévue d'ici la fin de l'année.

Contactée lundi 29 septembre par *Place Gre'net*, la commune de Bernin n'a pas (encore) fait connaître sa position. Quant au service communication de Soitec, il n'a pas, lui non plus, répondu à notre demande de réaction.

